



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Concertation

Planifier une France décarbonée

Note de synthèse de la concertation
SNBC/PPE conduite entre novembre et
décembre 2024 – Analyse des contributions du public et
des personnes morales via la plateforme Make.org, les ateliers et le
simulateur France Net Zéro, et les cahiers d'acteurs

Mars 2025

Note de synthèse de la concertation SNBC/PPE – contribution du public et des personnes morales via la plateforme Make.org, les ateliers & le simulateur France Net Zero, et les cahiers d'acteurs

1. Rappel du contexte

Les projets de Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3) et de Programmation pluriannuelle de l'Énergie (PPE 3) ont fait l'objet d'une concertation publique entre le 4 novembre 2024 et le 16 décembre 2024.

Cette concertation visait à recueillir les propositions de chacun sur ces documents, les choix stratégiques qui y sont présentés et sur les leviers complémentaires qui pourraient être mobilisés pour atteindre nos objectifs climatiques et énergétiques.

Le maître d'ouvrage a ouvert le débat autour de la question suivante : « Produire de l'énergie, se loger, se déplacer, se nourrir, consommer : comment réussir la transition énergétique et atteindre la neutralité carbone en 2050 ? »

Pour contribuer, **plusieurs possibilités étaient ouvertes :**

- **La plateforme *Make.org***, permettait de manière individuelle ou en groupe, de réagir à la question posée en proposant des solutions concrètes, ou en donnant un avis sur les solutions proposées par d'autres. Accessible à tous en ligne, cette plateforme a permis de recueillir plus de 7 500 propositions. Près de 50 000 participants se sont exprimés, et 1.2 millions de votes ont été comptabilisés sur la durée de la concertation. Un travail de synthèse a conduit à identifier 22 idées particulièrement plébiscitées par les participants, et 12 idées fortement clivantes¹.
- **Le simulateur *France Net Zéro (FNZ)*** conçu par Carbone 4 en collaboration avec les équipes de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), de l'ADEME et de la Fondation européenne pour le climat (ECF), offrait à tous la possibilité de concevoir sa propre trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en visant la neutralité carbone à horizon 2050. Entre le 4 novembre et le 16 décembre, 2278 utilisateurs ont construit leur scénario sur le simulateur et 158 scénarios individuels ont été envoyés au maître d'ouvrage. Ces 158 scénarios ont fait l'objet d'une analyse dédiée [accessible ici](#). La plateforme FNZ a également été au cœur d'événements organisés par la DGEC et certaines Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), en partenariat avec Carbone 4, à Paris (10/12), Pessac (12/12), Albi (13/12) et Lyon (16/12). 206 personnes, réparties en 15 groupes, ont alors eu la possibilité lors de ces ateliers de se saisir de l'outil pour construire des scénarios de transition bas-carbone jusqu'en 2050. Ces ateliers ont fait l'objet d'une analyse dédiée [accessible ici](#).

¹ https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/08_synthese_des_contributions_du_public_-_make_org.pdf

- Le dépôt de **cahiers d'acteurs**, permettait aux personnes morales (collectivité territoriale, association, chambre consulaire, syndicat professionnel, organisme public, parapublic ou privé, etc.) et aux individus d'exprimer un positionnement argumenté et documenté en lien avec les documents de planification énergie et climat soumis à la concertation. A ce titre, 365 contributions ont été déposées sur le site de la concertation, portant sur le projet de PPE, de SNBC, ou les deux.

Le présent document apporte une lecture croisée des résultats de ces diverses modalités de contribution, afin d'en tirer une synthèse globale. Ce travail de croisement des contributions reçues permet :

- de nourrir les propositions issues de la plateforme *Make.org* d'une dimension plus quantitative grâce aux configurations réalisées sur le simulateur FNZ ;
- d'identifier les leviers les plus consensuels, et ceux où le paramétrage a amené à prendre des arbitrages moins évidents.

2. Synthèse sectorielle détaillée

1) Secteur agriculture, forêt et usage des terres

Sur le **volet agricole**, plus de **80 propositions** sur la plateforme *Make.org* ont porté **sur la transition vers une agriculture plus durable, favorisant des pratiques agroécologiques**, des circuits courts et des installations de tailles plus petites. Ces orientations ont trouvé une résonance dans le paramétrage des scénarios FNZ, avec une réduction importante de l'usage d'engrais azotés (80% des utilisateurs le divisent par deux par rapport à la référence) et de produits phytosanitaires (ici, la moitié des scénarios le divise par cinq). Toutefois, les contributeurs et les participants aux ateliers **s'inquiètent que ces nouvelles pratiques puissent miner la compétitivité du secteur**, rendant le **pays sujet à une concurrence déséquilibrée** issue de pays moins-disant en matière de standards écologiques. Ainsi, les citoyens prônent la mise en place de mesures miroirs et d'instruments fiscaux pour contenir les importations. En outre, un **consensus se dégage sur la nécessité d'accompagner financièrement les agriculteurs** dans cette transition et de leur assurer une meilleure rémunération. Par exemple, la proposition visant à « refonder une PAC qui garantisse une juste rémunération des agriculteurs, tout en soutenant une transition durable des pratiques » a recueilli 92% de votes favorables sur un total de 182.

D'un point de vue consommation, la **réduction de gaspillage a suscité une large adhésion**, avec de nombreuses mesures proposées en ce sens. Bien que les participants aux ateliers aient reconnu que cela puisse engager un défi logistique, et conduire les consommateurs à faire évoluer leurs habitudes, ils ont jugé que les enjeux de cette transition restaient maîtrisables. Cette tendance s'illustre également dans les scénarios individuels, où le taux de gaspillage est réduit de 70% en moyenne en 2050. A l'inverse, les **propositions visant à réduire la consommation de viande et à favoriser les alternatives végétales sont controversées**, tant sur l'idée que sur les politiques à mettre en œuvre (plats végétariens obligatoires dans les restaurants, taxe sur les produits carnés, etc.). Les participants des ateliers estiment également que de telles dispositions seraient délicates à appliquer, en raison d'une **forte opposition de**

l'opinion publique à une telle modification des régimes alimentaires. Ces dissensus s'observent également dans les cahiers d'acteurs reçus : alors que *QUATRE PATTES* insistent sur la nécessité de réduire la consommation de viande, *INTERBEV* et *FICT* rappellent sa stabilité relative sur ces dernières années, justifiant alors le caractère irréaliste de l'objectif de réduction avancé dans le projet de SNBC soumis à concertation. **Pour autant, ces paramètres se sont révélés structurant dans la conception des scénarios de transition FNZ, et ces leviers ont fini par être largement activés** : 40 % des utilisateurs ont réduit le taux de surconsommation de protéines à 0 et 75 % des utilisateurs l'ont limité en dessous de 30%. **Cette tendance s'observe également sur la réduction du cheptel bovin**, qui ne fait pas l'unanimité auprès des répondants à *Make.org*, ni dans les contributions des cahiers d'acteurs. *SNIA* s'inquiète que la réduction du cheptel soit plus rapide que la diminution de la consommation de viande, augmentant mécaniquement les importations. De son côté, *OBJECTIF CARBONE* rappelle que l'objectif de réduction du cheptel bovin est indispensable pour atteindre nos objectifs. **Pourtant sujette à débat, cette mesure est pourtant largement engagée dans les scénarios individuels** : la taille du cheptel français diminue en moyenne de moitié par rapport à 2022.

La **hausse de la capacité d'absorption des sols** notamment agricoles a également suscité une **large adhésion**. Les scénarios ayant permis d'atteindre la neutralité carbone reposent en grande partie sur une séquestration annuelle des sols agricoles de 40 MtCO₂ eq, alors qu'ils sont actuellement émetteurs à hauteur de 6 MtCO₂ eq. De **nombreuses idées ont été proposées** au cours des ateliers ou via la plateforme *Make.org* **dans le but de renforcer la fonction de captage de carbone des sols**, comme la **mise en place de couverts végétaux** en interculture ou encore **la plantation de haies**. De même, les **mesures destinées à protéger les forêts** et reboiser les territoires **ont été fortement plébiscitées, avis également reflétés dans les cahiers d'acteurs**. Au cours des ateliers, de nombreux groupes ont ainsi souhaité que les prélèvements de la filière bois restent limités, de sorte à ne pas compromettre la capacité des forêts à séquestrer du carbone, tendance qui s'est également retrouvée dans la construction des scénarios individuels. *CARBON GAP* indique dans son cahier d'acteur la nécessité de mettre en œuvre « un plan de régénération forestier ambitieux et incluant les domaines public et privé », quand la Fédération Nationale des Communes Forestières prône une amélioration de la gestion sylvicole, avec davantage de vigilance quant à la « *préservation de la diversité biologique et la conservation des écosystèmes* ».

2) Secteur des transports

Sur le volet de la mobilité, les participants des différents volets de la concertation **s'accordent tous sur la nécessité de développer les transports en commun**, et plus **particulièrement le transport ferroviaire**. Parmi les 194 propositions identifiées sur la plateforme *Make.org* portant sur ce sujet, beaucoup d'entre elles ont appelé à restructurer un maillage ferroviaire régional, et à **investir massivement dans le FRET ferroviaire**. En guise d'illustration, une proposition dans le but d'« améliorer la qualité et l'offre ferroviaire, en particulier autour des grands centres urbains » a obtenu 92% de votes favorables sur un total de 173 votes. Les cahiers d'acteurs sont également favorables à un développement massif du train : *The Shift Project* plaide pour un triplement du ferroviaire d'ici à 2050, tandis que le *RAC* demande de donner à la SNCF davantage de moyens pour investir dans les infrastructures. **Les trajectoires bas-carbone issues**

du simulateur FNZ reposent ainsi majoritairement sur un report modal vers le train, indépendamment de la distance parcourue. Le transport en autocar est lui aussi prôné, bien que dans une moindre mesure. En outre, le report modal vers le ferroviaire s'observe davantage au niveau du FRET, dont la part évolue de 11 % en 2022 à 66 % en moyenne dans les scénarios construits. Toutefois, **les participants des ateliers ont fait remonter certains risques structurants sur le développement de ce mode de déplacement**. Ces derniers se situent principalement au niveau du déploiement des infrastructures et du prix des billets élevé, qui mine de surcroît la compétitivité du train vis-à-vis de l'avion. Pour y pallier, **les participants proposent des mesures fiscales visant à débloquer des fonds, et à inverser la structure de prix**. À ce titre, pas moins de 19 propositions reprenant cette idée ont suscité une large adhésion chez les contributeurs : pour illustrer, la mise en place d'une taxe sur le kérosène couplée d'un fléchage des recettes à destination du ferroviaire fait partie des mesures plébiscitées de la plateforme Make.org.

Au-delà du report modal vers les transports en commun, **le développement de la pratique du vélo, et plus largement, des modes de déplacement actif, émerge** des différents volets de la concertation. Dès lors, les propositions pour un plan vélo ambitieux sont nombreuses, visant au déploiement d'infrastructures sécurisées sur l'ensemble du territoire. Pour citer un exemple, une proposition visant à « développer les infrastructures de mobilité douce (vélo, [...]) notamment en milieu périurbain et rural] » a recueilli 91% d'avis positifs sur un total de 214 votes. **Si l'usage de la voiture est réduit dans les scénarios construits grâce à la plateforme FNZ** (23,5 % de part modale en moyenne en 2050 contre 82 % aujourd'hui), **les différentes dispositions destinées à contraindre son usage restent controversées**. Ainsi, les restrictions de circulation en centre-ville ou encore le passage à 110 km/h ne suscitent pas d'adhésion massive. En revanche, **les participants à la concertation semblent être favorables à un développement du covoiturage**, bien que certaines mesures comme la mise en place de voies dédiées soient sujettes à débats. Dans les scénarios FNZ, 50 % des utilisateurs ont souhaité que le taux de remplissage des voitures dépasse 2 pers./véhicule. A titre indicatif, faire évoluer le taux de remplissage des voitures de 1.63 (référence 2022) à 1.8 implique que 23 % des trajets effectués seuls soient covoiturés.

En outre, **la voiture particulière électrique est sujette à débat**, beaucoup pointant du doigt un impact environnemental important, jugé même potentiellement supérieur à celui de l'équivalent thermique². Au cours des ateliers, les participants ont davantage mis en avant le risque économique, soulignant que l'électrification du parc représente des investissements initiaux importants, et pourrait accentuer les inégalités entre les ménages selon leur capacité à les assumer. Malgré ces débats, les groupes et les contributeurs de la plateforme FNZ ont finalement plaidé pour un recours massif à la motorisation électrique pour respecter nos objectifs climatiques. Celui-ci est d'autant plus marqué pour les voitures particulières, et décroît pour les VUL et les poids lourds. Cette tendance contraste avec les stratégies françaises et européennes, qui misent également sur une électrification massive pour ces deux catégories.

² Ces propos reflètent les positions exprimées lors de la concertation, mais ne présage pas de la réalité scientifique des impacts des véhicules particuliers électriques.

En ce qui concerne l'avion, le sujet divise l'opinion. Les avis exprimés sur les propositions déposées sur la plateforme *Make.org* poursuivant une limitation de son usage via la mise en place de quotas individuels, ou encore le développement de l'aviation décarbonée témoignent de ce clivage. Par exemple, la proposition sur *Make.org* ayant pour objectif d'imposer « une limite de voyage en avion à 10 000 km / personne / an (avec dépassement possible à soumettre au vote, ex : rencontre familiale). » n'a obtenu que 44 % de votes favorables, contre 34 % de votes contre (le reste des votes étant neutre) sur un total de 184 contributeurs. En revanche, au-delà de certaines mesures controversées, la **réduction des déplacements en avion semble toutefois être soutenue par les répondants.** Par exemple, une proposition *Make.org* visant à « limiter les déplacements en avion, supprimer les lignes intérieures » a recueilli 60 % de votes favorables sur un total de 173 réponses. En ce sens, **la mesure la plus plébiscitée est de rendre le train plus attractif que l'avion pour engager un report modal**, comme mentionné plus haut. Sur la plateforme France Net Zéro, la majorité des scénarios ont également réduit la part modale de l'avion, de 15 % en 2022 à 5 % en moyenne en 2050.

Enfin, **au-delà des simples reports modaux**, il est important **d'identifier les évolutions sur les volumes de transport.** Ainsi, **les mesures visant à réduire les déplacements domicile-travail**, comme la semaine de quatre jours ou la généralisation du télétravail, **ne semblent pas faire l'unanimité** parmi les répondants de la plateforme *Make.org* ou les participants des ateliers. Cependant, **les configurations des scénarios FNZ suggèrent que les participants privilégient une réduction ou une stabilisation des volumes de déplacements**, aussi bien sur les courtes que sur les longues distances. En moyenne, les déplacements sur des courtes distances passent de 570 Mds passagers.km en 2022 à 516 en 2050, tandis que ceux de longues distances diminuent de 387 à 346 Mds passagers.km

3) Secteur des bâtiments

Le **volet bâtiment** a fait l'objet de nombreuses propositions sur la plateforme *Make.org*. Les **participants à la concertation soutiennent et souhaitent accélérer la politique de rénovation des bâtiments** engagée par le gouvernement. Sur l'aspect de la rénovation énergétique, ces derniers sont favorables à **une augmentation du budget alloué à ce chantier, et recommandent également une simplification des démarches.** Pour appuyer ce propos, la proposition sur la plateforme *Make.org* stipulant qu'« Il faut un vrai budget ambitieux d'aide à l'isolation thermique des bâtiments. » a obtenu 87% de votes favorables pour 198 voix. De même, l'idée de « simplifier et unifier les dispositifs d'aides à la rénovation énergétique (Certificat d'Economies d'Energie, MaPrimeRénov', etc.) » a recueilli 85 % de votes favorables sur 182 voix. Ce résultat se matérialise également dans les scénarios FNZ, où la part de bâtiments performants est drastiquement augmentée, passant de 5 % en 2022 à 70 % en moyenne en 2050. Ont également été mentionnées à plusieurs reprises dans les ateliers les contraintes architecturales et patrimoniales auxquelles peuvent être soumis les projets de rénovation, à Paris et Albi spécifiquement. En outre, les propositions visant à **réhabiliter le bâti ancien plutôt que de construire du neuf se sont révélées être très consensuelles dans la concertation**, que ce soit au niveau résidentiel et tertiaire.

Les contributions reçues au cours de la concertation permettent par ailleurs d'illustrer **la sensibilité des participants à la baisse de l'artificialisation des sols** (40% des scénarios individuels place le levier « part de construction artificialisante » à 0% et la mesure « *il faut limiter drastiquement l'artificialisation des sols en imposant un quota maximal de terres bétonnés* ») a été largement plébiscitée (80% de voix pour).

Les mesures de sobriété au sujet de la température des bâtiments sont consensuelles dans les différents volets de la concertation. Ainsi, 90% des scénarios ont décidé de fixer la température de consigne pour le chauffage en hiver entre 17 et 19 degrés. La proposition sur *Make.org* visant également à « bloquer les thermostats des entreprises pour ne pas chauffer au-dessus de 21° et ni climatiser en dessous de 24° » a été plébiscitée par 72% des 176 votants.

Enfin, **l'amélioration de la gestion de l'eau dans les bâtiments et leur écoconception sont aussi des aspects particulièrement plébiscités** sur les différents volets de la concertation. Ces deux tendances s'illustrent également à travers le simulateur FNZ par la réduction de la consommation d'eau par habitant, et l'augmentation de la part de construction bois.

4) Secteur industrie, production de biens et déchets

La concertation a révélé un **large soutien du public aux objectifs de renforcement de la production et de la consommation locales**. Il s'illustre notamment par la **volonté de relocalisation d'industries stratégiques sur le territoire et de limitation des importations de produits à forte empreinte carbone**. Plus concrètement, les participants des ateliers ont exprimé le souhait d'implanter des projets de giga-factories de batteries sur le territoire. De plus, à l'instar de ce qui est plébiscité sur le plan agricole, les participants de la concertation ont exprimé **des attentes en matière de standards écologiques de nos importations et à l'introduction de clauses miroirs** : d'une part pour limiter l'importation de produits industriels carbonés, et d'autre part pour permettre aux industriels français de rester compétitifs. Par exemple, la proposition visant à « protéger les entreprises productrices françaises des imports de produits non décarbonés par un mécanisme de taxe aux frontières » a obtenu 83 % de votes favorables sur un total de 174 votants.

De même, **les scénarios FNZ prévoient un rééquilibrage de la balance commerciale**, bien que les paramètres soient hétérogènes, et témoignent de la difficulté d'apprécier jusqu'à quel point elle est souhaitable.

Aussi, la **généralisation du recours aux technologies de captage de carbone ne semble pas faire l'objet d'un consensus**, et ce dans tous les volets de la concertation. Sur la plateforme *Make.org*, une proposition visant à « favoriser le stockage du CO₂ de façon industrielle » n'a recueilli que 35 % d'opinions favorables, contre 29 % opposés et 36 % neutres pour un total de 178 réponses. Une autre proposition cherchant à « subventionner le développement de la filière CCS (carbon capture and storage) pour les industries difficiles à décarboner » a obtenu 48 % de votes favorables sur un total de 176 contributeurs. **Dans les ateliers, les participants ont recouru à ces solutions** (12.2 MtCO_{2e}, 7.5 MtCO_{2e} et 11.8 MtCO_{2e} pour le CCS, DACCS et BECCS), **bien qu'ils aient fait remonter plusieurs enjeux** : risques technologiques sur une filière peu mature,

forte consommation énergétique, etc. Toutefois, les participants ne se sont pas sentis assez compétents pour arbitrer correctement sur des volumes de carbone captés.

De nombreuses propositions ont également indiqué un consensus autour l'allongement de la durée de vie des produits, le développement de l'économie circulaire et l'intégration de matière recyclée dans la fabrication des produits. Ce dernier point a aussi fait l'objet d'un consensus à travers le simulateur FNZ. Enfin, la plateforme *Make.org* a également permis d'identifier une volonté de limiter la quantité de déchets produits, notamment via la réduction du suremballage ainsi que le développement des consignes et du vrac.

5) Production d'énergie

Sur le secteur de la production d'énergie, la concertation a révélé des points de convergence entre les participants. Ainsi, le **déploiement massif des énergies renouvelables, et plus particulièrement du photovoltaïque dans le mix électrique, est largement plébiscité**. Les répondants sur la plateforme *Make.org* jugent toutefois préférable de concentrer le déploiement des panneaux en priorité sur les surfaces déjà artificialisées, et de développer leur compétitivité face à leurs alternatives fossiles. **Le recours aux éoliennes est toutefois légèrement controversé**, notamment sur des zones d'implantation trop proche des habitations, ou représentant de forts enjeux paysagers et de préservation de la biodiversité. Par exemple, la proposition visant à « arrêter d'installer des éoliennes au préjudice de la biodiversité et des paysages bucoliques ancestraux » a recueilli 45 % d'avis favorables contre 33% d'avis défavorable. C'est également le cas dans les cahiers d'acteurs reçus, beaucoup affichant une hostilité au développement de l'éolien terrestre, et beaucoup demandant au contraire une accélération de leur déploiement.

Le simulateur FNZ a permis à ses utilisateurs de détailler plus précisément les mix énergétiques dans différents secteurs. À ce titre, **la majorité des utilisateurs prônent pour une sortie des fossiles dans le mix électrique**, ce davantage pour le charbon que le gaz, au profit du photovoltaïque et des éoliennes sur terre et au large. Au niveau du **résidentiel et du tertiaire, les PAC, l'électricité et plus marginalement le bois-énergie représentent le plus gros du mix retenu dans les scénarios, tout usage confondu (chauffage, eau chaude sanitaire, cuisson, etc.)**. Enfin, pour ce qui est du **secteur industriel**, le mix **repose principalement sur 4 sources d'énergie, à savoir l'électricité, la biomasse, le réseau de chaleur et l'hydrogène**.

L'usage du bois pour l'énergie a toutefois fait l'objet de débats, que ce soit au niveau de la plateforme *Make.org*, mais également lors des ateliers. En effet, certains répondants indiquent que le bois énergie n'est pas neutre vis-à-vis des émissions, tandis que d'autres voient plutôt une énergie locale et décarbonée. Pour ce qui est des ateliers, les **participants envisagent un développement de la filière bois, en priorisant toutefois sa valorisation en tant que bois-matériaux** permettant dès lors un stockage carbone à long terme.

Enfin, **le niveau de recours au nucléaire ne fait pas consensus pour les participants à cette concertation**. Les partisans du nucléaire plébiscitent un développement intense de la technologie, quitte à ralentir en contrepartie le déploiement des énergies renouvelables, quand d'autres contributeurs alertent sur le coût élevé qu'elle représente. Les scénarios

construits lors des ateliers et des simulations individuelles sur la plateforme FNZ cherchent tous à **maximiser le volume de nucléaire, tout en restant à un niveau inférieur à celui de 2022**, de sorte à **limiter le déclenchement de risques** dans le simulateur.³

6) Sensibilisation et éducation, habitudes de consommation et gouvernance

Sur la plateforme *Make.org*, **46 propositions ont souligné l'importance de sensibiliser les citoyens à la protection de l'environnement, et plus particulièrement les jeunes générations**. Ces idées ont rencontré un large soutien parmi les votants et ont été largement confirmées par les échanges menés lors des ateliers. En complément d'une sensibilisation accrue, les **participants se sont aussi montrés très favorables à une régulation de la publicité**. Ces derniers estiment que les affichages lumineux devraient être éteints la nuit et que les panneaux publicitaires vidéo soient proscrits. Au-delà du support, les participants des différents volets de la concertation reprochent à la publicité et aux influenceurs de promouvoir des habitudes de consommation trop carbonées.

En outre, les **nombreuses propositions** soumises sur la plateforme *Make.org* **visant à renforcer la transparence environnementale** sur les produits du quotidien **sont largement soutenues**. Pour illustrer, l'idée d'« intégrer un indice carbone dans les produits de consommation afin de connaître leur impact environnemental et de pouvoir comparer » a obtenu 80 % d'avis favorables sur un total de 174 votes. **Cette exigence de transparence s'accompagne également d'une volonté de consommer davantage Made in France**, tout en limitant les importations issues de modes de production moins-disants sur le plan environnemental, mais aussi social. Ainsi, taxer ou interdire la fast-fashion sont des propositions qui sont apparues très populaires. Enfin, l'idée de ne pas faire reposer tout le poids de la transition sur le citoyen s'est avéré être massivement soutenue par les contributeurs, notamment en taxant davantage les « entreprises à forte empreinte carbone n'ayant pas de stratégies pour les réduire ».

Enfin, les **modes de gouvernance ont fait l'objet de discussions et de propositions** sur les différents volets de la concertation. Les participants de la plateforme *Make.org* soutiennent largement des **mesures visant à garantir l'indépendance des élus et l'exemplarité de l'Etat**, ainsi **que des exigences de transparence sur leur action climatique**. Certains participants des ateliers ont fait part d'un **sentiment d'inaction de la part des pouvoirs publics**, et de la nécessité de recourir à des **plans d'action de long terme visant à assurer une cohérence et à outrepasser le mandat politique**.

3. Principaux messages à tirer de cette analyse

La synthèse des quatre volets de la concertation publique sur les troisièmes éditions de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) **a permis de tirer de nombreux enseignements** quant à l'avis du public et des personnes morales sur les orientations à prendre afin de permettre à la France de respecter ses objectifs

³ Les risques identifiés par la plateforme pour ce paramètre sont principalement d'ordre technologique (volume de travaux important pour prolonger la durée de vie des réacteurs au-delà de 40 ans, défi industriel compte tenu du rythme important de construction de réacteur EPR2, ou sur le développement des petits réacteurs modulaires), et de ressource en eau (conflit d'usages).

climatiques. Ainsi, **plusieurs mesures ont été identifiées comme particulièrement plébiscitées par les citoyens** : on notera par exemple la volonté d'un report modal massif vers le ferroviaire, ou encore celle d'une accélération et d'une simplification des aides et des mesures pour permettre la rénovation énergétique des bâtiments. En outre, le souhait de voir se relocaliser sur le territoire une production industrielle et agricole plus vertueuse a été largement exprimé dans l'ensemble des volets de la concertation. Ce souhait est couplé à la mise en place de mesures, visant à limiter certaines importations critiques pour l'environnement et les droits humains. Enfin, le public a exprimé le besoin d'une sensibilisation accrue sur les enjeux de transition, et une volonté de transparence, au niveau des entreprises et de l'Etat.

Toutefois, **l'analyse de la concertation a été révélatrice de controverses au sujet de certaines mesures**. Ainsi, des leviers ont parfois été actionnés dans les scénarios, après avoir fait l'objet de débats au cours des ateliers. Croiser ces informations avec les résultats de la plateforme *Make.org*, où ces leviers font également l'objet de dissensus, permet d'affirmer que **certaines mesures pourtant nécessaires afin d'engager la transition bas-carbone ne sont encore pas acceptées, ou encore mal appréhendées**. Par exemple, l'électrification du parc de véhicules, ou encore la diminution de la consommation de viande sont plébiscitées sur la plateforme France Net Zéro mais suscitent des divisions sur *Make.org*. Cet aspect témoigne encore d'un besoin de pédagogie et de sensibilisation pour faire évoluer les habitudes et déconstruire les idées reçues.

Enfin, il est à noter que **certains leviers structurants dans la conception de la stratégie de décarbonation de l'Etat n'ont pas été beaucoup discutés** dans les différents volets de la concertation, car relevant davantage du débat d'experts. On peut par exemple citer les leviers technologiques dans le secteur de l'agriculture, ou encore l'influence de l'efficacité énergétique dans les transports.

Les services de l'Etat sont pleinement mobilisés dans la conception d'une stratégie climat-énergie intégrant l'avis de l'ensemble des parties prenantes, et s'attachent à prendre en compte les retours de la concertation publique dans la construction de la troisième édition de Stratégie nationale bas-carbone.



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*